



HAL
open science

Enquêter sur l'insécurité et la victimation : une comparaison systématique des grands instruments français

Antoine Jardin, Julien Noble

► **To cite this version:**

Antoine Jardin, Julien Noble. Enquêter sur l'insécurité et la victimation : une comparaison systématique des grands instruments français. *Déviance et Société*, 2024, 48 (3), pp.5-38. 10.3917/ds.483.0005 . hal-04878575

HAL Id: hal-04878575

<https://hal.science/hal-04878575v1>

Submitted on 10 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enquêter sur l'insécurité et la victimation : une comparaison systématique des grands instruments français

Antoine JARDIN

Centre de Recherches Sociologiques
sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP)
Université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ)
antoine.jardin@cesdip.fr

Julien NOBLE

Centre de Recherches Sociologiques
sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP)
Université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ)
julien.noble@cesdip.fr

Introduction

Cet article propose une comparaison systématique des principaux dispositifs d'enquêtes de victimation d'ampleur nationale^[1] et de leurs résultats, couvrant la période 2019-2022. L'enquête de victimation consiste à demander aux membres d'un échantillon s'ils ont été victimes de vols ou d'agressions au cours d'une période donnée. Mises en œuvre pour la première fois à la fin des années 1960 aux États-Unis (Biderman *et al.*, 1967; Ennis, 1967; Reiss, 1967), ces enquêtes se sont ensuite répandues dans les pays occidentaux, mais avec une ampleur très variable (Zauberman, 2008; Robert, Zauberman, 2011; Castelbajac, 2014). Dès les années 1970, les États-Unis administrent chaque année le *National Crime Victimization Survey* auprès d'un échantillon représentatif de la population. Une décennie plus tard, en 1982, le Royaume-Uni inaugure le célèbre *British Crime Survey* (Hough, Maxfield, 2007; Hough, 2008) qui, en 2012, sera pris en charge par l'*Office for National Statistics* et renommé à l'occasion *Crime Survey for England and Wales*. À la même période, en 1980, les Pays-Bas administrent pour la première fois l'enquête de victimation CBS (Pauwels, Pleysier, 2008). Quant à la France (Robert, 2008), à la Belgique (Pauwels, Pleysier, 2008) et à l'Italie (Sacchini, Selmini, 2008), il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que des enquêtes de cette nature soient menées à intervalles réguliers. En revanche, les enquêtes de victimation nationales ne parviendront jamais à s'imposer durablement en Allemagne (Oberfell-Fuchs, 2008), en Espagne (Recasens I Brunet, 2008) ni au Portugal (Robert, Zauberman, 2011). De cette absence, il ne faudrait pas conclure à un rejet de cet instrument dans ces pays. Comme ailleurs, les enquêtes de victimation s'y développent, mais surtout au niveau local. La ville de Barcelone finance depuis 1983 des enquêtes de ce type, qui s'étendent depuis 1999 à toute la Catalogne (Zauberman, 2008). Au Portugal, un dispositif d'enquête est mis en œuvre par l'université pour le compte de la ville de Porto (Agra, Queiros, 2007). Il en va de même pour l'Allemagne, où les enquêtes sont essentiellement déployées par les gouvernements locaux (Oberfell-Fuchs, 2008). Enfin, à l'échelle supranationale, l'*International Crime and Victim Survey* (ICVS) est reconduite périodiquement depuis la fin des années 1980 auprès d'un nombre variable de pays selon les campagnes. En parallèle de ces enquêtes générales émergent des enquêtes de victimation thématiques ciblant des populations particulières : l'*Enquête Nationale sur les Violences envers les Femmes en France* (ENVEFF) et l'*Enquête Violence et Rapport de Genre* (VIRAGE) réalisées en 2000 et 2015 respectivement en sont des illustrations.

1 Le présent article porte sur la France.

Loin d'être exhaustive, cette brève présentation souligne néanmoins le développement relativement rapide des enquêtes de victimation dans les pays occidentaux depuis leur création. Les raisons de ce succès sont de plusieurs ordres. Ces enquêtes permettent d'abord de répondre à la vague de critiques adressées, dès les années 1960, au comptage administratif des faits de délinquance. En raison de leur nature, les données de police et de justice renseignent moins sur l'état de la délinquance dans un territoire à un moment précis que sur l'activité des institutions régaliennes. En effet, les statistiques policières ignorent les faits qui ne sont l'objet d'aucun signalement aux autorités. Un des grands apports des enquêtes de victimation tient à la mesure des différents taux de renvoi – part des faits signalés à la police par rapport à l'ensemble des faits subis – qui ont complètement modifié la compréhension des statistiques administratives. Par ailleurs, les enquêtes de victimation permettent de mesurer le sentiment d'insécurité selon deux dimensions : la préoccupation sécuritaire d'une part et l'insécurité personnelle d'autre part. La première est un jugement de valeur qui consiste à placer la délinquance au premier rang des problèmes de société ; la seconde renvoie à la peur d'être victime d'un vol ou d'une agression dans différents espaces (principalement au domicile et dans le quartier de résidence, plus rarement dans les transports collectifs) (Robert, Zauberman, 2017 ; Noble, 2016, 2019).

En interrogeant directement la population sur les atteintes subies, sur les peurs éprouvées et sur le rapport à la délinquance, les enquêtes de victimation s'imposent comme un outil indispensable à la mesure de l'insécurité : elles constituent une mesure directe de la délinquance à victime directe (à l'exception des homicides) tandis que la statistique policière ne constitue qu'une mesure partielle et indirecte. Il n'empêche que, pour produire des données fiables et comparables dans le temps – condition indispensable pour dégager des tendances sur le temps long et échapper aux illusions du court-termisme –, ces enquêtes impliquent la stabilité des dispositifs sur lesquels elles reposent. Outre l'échantillonnage, la qualité des résultats tient à la stabilité du questionnaire et du mode de passation. Si l'opérationnalisation – étude des questions les plus appropriées pour saisir avec la meilleure précision la victimation et le sentiment d'insécurité – est l'objet d'un nombre conséquent de publications scientifiques (Collins, 2016 ; Farrall *et al.*, 2009 ; Hough, Maxfield, 2007 ; Noble, Jardin, 2024), on trouve peu de travaux estimant précisément l'impact de ces différents paramètres dans la production des résultats d'une enquête. Rares sont les travaux qui portent, en matière de victimation, sur l'effet du basculement d'un mode d'administration à un autre. De la même manière, peu d'études questionnent l'effet du mode de sélection des individus dans le foyer, ou encore celui de la forme de l'enquête (enquête dédiée à l'insécurité et à la victimation ou enquête généraliste comprenant un petit module sur ces questions). Or, la compréhension

fine de ces effets devient nécessaire, à l'heure où l'enquête de victimation nationale française bascule d'une passation en face-à-face (par l'intermédiaire d'un enquêteur) vers une administration en ligne (auto-administrée) et dans laquelle les questions ont été, à l'occasion, fortement remaniées.

Cet article propose de comparer les résultats de quatre enquêtes de portée nationale qui se recourent partiellement dans le temps : l'enquête *Cadre de Vie et sécurité* de 2019, administrée pour la dernière fois en face-à-face ; celle de 2021, administrée exceptionnellement par téléphone en raison de la situation sanitaire (épidémie de Covid-19) ; l'enquête *Statistique sur les Ressources et les Conditions de Vie des Ménages* (SRCV) réalisée en 2020, qui comprend un petit module sur l'insécurité et la victimation conduite en face-à-face ; et la première vague d'enquêtes *Sociologie Politique de l'Insécurité durant les Élections Présidentielles de 2022* (SPIP) réalisée en octobre 2021 par Internet. En revanche, la première vague de la nouvelle enquête *Vécu et Ressenti en matière de Sécurité* (VRS) ne sera pas intégrée à cette analyse. Si les résultats de cette enquête ont été diffusés au premier trimestre 2024 par le Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure (SSM-SI), les fichiers de données – nécessaires aux traitements statistiques – ne nous sont pas encore accessibles^[2].

La première partie de cet article retrace l'évolution des enquêtes de victimation nationales en France et présente les causes du changement de ces instruments. La deuxième présente la spécificité des enquêtes de victimation, caractérisée par la faible prévalence des faits étudiés et par l'existence de forts biais déclaratifs. La troisième présente les quatre enquêtes exploitées : l'enquête SPIP reposant sur le panel *Étude longitudinale par Internet pour les Sciences Sociales* (ELIPSS), l'enquête SRCV réalisée par l'INSEE pour le compte d'Eurostat et les deux vagues de l'enquête CVS (INSEE) réalisées en 2019 et en 2021. Enfin, la quatrième partie compare les résultats de ces quatre enquêtes.

2 Les fichiers de données des enquêtes de victimation sont, depuis 2024, diffusés via la plateforme du *Centre d'Accès Sécurisé aux Données* (CASD) et sont en accès payant, même pour des centres de

recherche publics. Pour l'heure, il ne nous a pas été possible de réunir les ressources financières nécessaires pour pouvoir y accéder.

Les grandes enquêtes françaises mesurant la victimation et leur méthodologie

Des premières enquêtes à nos jours

En France, la première enquête nationale de victimation a été réalisée en 1986 par une équipe de chercheurs du *Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales* (CESDIP). Financée sur des crédits de recherche affectés au ministère de la Justice, cette enquête était moins pensée comme un instrument de mesure des faits subis que comme un outil de connaissance des victimes. Il s'agissait de comprendre comment était vécue la victimation en fonction des représentations de la justice, du crime et du délinquant. Assez complexe, le dispositif d'enquête a nécessité la réalisation d'entretiens, d'une enquête nationale en deux phases et de deux enquêtes locales urbaines (Zauberman, Robert, 1995). À la suite de cette première initiative, il faudra attendre une décennie pour voir réapparaître, en France, une enquête administrant à l'échelle nationale des questions sur la victimation. En 1996, l'INSEE inaugure l'*Enquête Permanente sur les Conditions de vie des Ménages* (EPCV) qui intègre un petit module sur les atteintes subies. À l'instar de l'enquête du CESDIP menée dix ans plus tôt, l'enquête EPCV est réalisée en face-à-face, mais cette fois auprès d'échantillons de foyers³. En outre, le contenu du questionnaire est réorganisé de manière à comptabiliser les victimes. Seules sont préservées les questions sur les atteintes, le sentiment d'insécurité et les opinions sur le quartier de résidence, le logement et les transports collectifs (Robert, 2008). Cette enquête sera néanmoins la première en France à être reconduite chaque année: elle introduit ainsi la première série de données sur la victimation issues de ce type d'instrument qui s'étendra entre 1996 et 2007.

À partir de l'année 2007, l'INSEE réalise, pour le compte de l'État, une enquête de victimation dédiée. L'*Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages* (EPCV) est remplacée par l'*Enquête Cadre de Vie et Sécurité* (CVS) entièrement consacrée aux questions d'insécurité et de victimation. La même priorité accordée au comptage des faits subis n'empêche pas les instigateurs de ce nouveau protocole de remanier

3 La première enquête interroge un individu par foyer – tiré aléatoirement dans la base adresse de l'INSEE – puis jusqu'à trois lors des campagnes suivantes. Jusqu'en 2004, 6000 foyers sont tirés aléatoirement.

En 2005 et 2006, l'enquête porte sur 13800 ménages, soit approximativement 30000 enquêtés. En 2007, lors de la dernière campagne, un seul individu est interrogé par ménage pour 17500 foyers.

entièrement le questionnaire, rendant ainsi plus difficile la continuité des séries (Miceli *et al.*, 2009)^[4]. Il n'empêche que les CVS approfondissent nettement le champ d'investigation par rapport aux EPCV permettant, malgré la rupture partielle des séries, une étude approfondie de ces questions. Quant à la méthode d'échantillonnage et au mode de passation, ils évoluent assez peu : l'enquête CVS est toujours administrée en face-à-face sur un échantillon de foyers. Elle est réalisée annuellement entre 2007 et 2019 à partir d'un échantillon représentatif aléatoire tiré dans la base adresses de l'INSEE. Durant cet intervalle, elle interroge un ensemble de 15 000 ménages par an avec un enquêté par foyer – dit KISH – tiré au sort parmi les résidents^[5].

À compter de 2019 est apparue la perspective de la fin des enquêtes CVS. L'INSEE se désengagera finalement du dispositif de mesure de l'insécurité et de la victimation en 2021 après avoir conduit, la même année, la dernière enquête CVS (sur un échantillon réduit et par téléphone en raison de la crise sanitaire). Pour répondre à cette situation, le ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire de son service statistique (le SSM-SI), a annoncé qu'il allait reprendre l'enquête à son compte, mais à la condition d'organiser simultanément une refonte du questionnaire et du mode d'administration.

Concernant le questionnaire, la même logique contradictoire est toujours à l'œuvre : le comptage des faits reste la priorité absolue mais les indicateurs sont entièrement remaniés, sans souci d'une éventuelle rupture des séries. Concernant le mode de passation, l'enquête n'est plus administrée en face-à-face par les enquêteurs professionnels de l'INSEE, mais en multimode, essentiellement en ligne, par une société de sondage privée. Or, cette double modification, réalisée simultanément sans disposer d'indicateurs précis sur les impacts de ces changements méthodologiques, soulève de sérieuses questions quant à la fiabilité des résultats produits. Les quelques tests préalables réalisés par l'INSEE, puis par le SSM-SI pour tenter d'identifier les effets du mode d'administration, ne seront malheureusement pas suffisants pour déterminer la cause exacte des variations constatées entre les résultats de la dernière CVS et ceux de la nouvelle enquête *Vécu et Ressenti en matière de Sécurité* (VRS) – administrée pour la première fois en 2022 auprès d'un échantillon de 200 000 personnes représentatives de la population française. Autrement dit, la baisse ou la hausse constatée du nombre de victimes

4 Sur cette question de la continuité des séries entre les différentes enquêtes nationales de victimation, voir également la page suivante du site de l'Observatoire Scientifique du Crime et de la Justice (OSCJ) : <https://oscj2.cesdip.fr/nos-activites/>

comment-mettre-en-serie-les-enquetes-nationales/
5 Jusqu'en 2013, l'enquête tirait au sort 17 500 foyers. Depuis, le nombre de ménages a été réduit à 15 000.

pourrait autant être l'effet d'une évolution de la victimation dans la société que celui d'un artefact introduit par le changement de questionnaire ou par celui du mode d'administration, sans que nous parvenions à faire la part de l'une ou l'autre de ces hypothèses. C'est pourquoi il apparaît urgent d'étudier l'effet de tels changements sur les résultats produits par les enquêtes de victimation. Ce caractère d'urgence est encore accentué dans la mesure où le basculement vers la passation en ligne s'inscrit dans une tendance généralisée, au point de se substituer progressivement à tous les autres modes d'administration.

Les mutations dans les façons d'enquêter

Les changements auxquels font face les enquêtes de victimation sont aussi le résultat de transformations en profondeur des méthodes d'enquête. Pour bien comprendre les évolutions que subissent ces instruments, il importe de présenter ces transformations globales et d'explicitier leurs causes.

Le changement technologique et son impact sur l'évolution des dispositifs méthodologiques

Dans le courant des années 2010, il est rapidement apparu que les enquêtes réalisées en face-à-face, notamment les enquêtes portant sur des échantillons importants en population générale, devenaient difficiles à financer et à réaliser dans un contexte de développement des enquêtes par Internet. Le caractère onéreux de ces enquêtes en face-à-face a conduit à développer une réflexion sur la portée et les limites des modèles d'enquête par Internet. Si un certain nombre de préoccupations sont apparues, il s'est tout de même avéré que les gains financiers proposés par les modes d'administration en ligne étaient très conséquents et ont amené à tolérer une baisse relative de la qualité des échantillonnages et des modifications importantes dans les modalités d'administration de l'enquête. La baisse des coûts engendrés a également rendu possible, à moyens constants, une augmentation de la taille des échantillons. Si ces grands échantillons n'améliorent pas sensiblement les marges d'erreur pour les analyses portant sur l'ensemble des données, la faculté à travailler sur des sous-ensembles spécifiques tels que la population des victimes a été grandement renforcée.

La hausse des coûts des enquêtes en face-à-face

L'enquête en face-à-face est intrinsèquement un dispositif extrêmement coûteux dans la mesure où il suppose la formation d'enquêteurs qualifiés. En outre, le déplacement physique auprès des répondants constitue une contrainte organisationnelle et temporelle pour ces derniers. Par ailleurs, la jonction et la composition des bases de données est une étape délicate qui est automatisée dans les procédures de collectes en ligne. L'ensemble de ces éléments ont conduit à une augmentation tendancielle du coût des enquêtes en face-à-face alors que, dans le même temps, les dispositifs en ligne devenaient de plus en plus accessibles et de plus en plus aisés à mettre en œuvre au plan technique.

La dynamique technique et financière du développement des enquêtes en ligne

L'apparition de logiciels libres permettant la réalisation de questionnaires en ligne, le développement des bases de données distantes et les progrès d'ergonomie des interfaces en matière de réponse aux enquêtes en ligne ont permis une acculturation progressive de la population à ces instruments. Il est d'ailleurs à noter que le basculement en ligne des activités concerne des formulaires importants comme, par exemple, les déclarations fiscales. Une large part de la population a fait l'expérience d'une saisie d'informations en ligne, ce qui participe d'une culture de la réponse à des questionnaires auto-administrés. Ce dernier point a certainement produit l'impact le plus important du mode d'administration en ligne. Si les enquêtes en face-à-face bénéficient de la présence de l'enquêteur pour structurer l'activité du répondant et le déroulé du questionnaire, les enquêtes en ligne ne disposent pas d'un contrôle équivalent. Toutefois, cette absence d'enquêteur peut également avoir des effets positifs, par exemple en limitant les effets d'autocensure et de désirabilité sociale qui ont longtemps influencé les enquêtes dans des domaines où ces obstacles étaient importants (on peut notamment penser aux enquêtes politiques). Il faut également souligner que les enquêtes en ligne, au départ pensées pour une réponse sur ordinateur, deviennent aujourd'hui, *de facto*, des enquêtes principalement sur smartphone. Cela impacte naturellement l'ergonomie, les contacts de réponse et les modalités d'administration de ces enquêtes (Dabet *et al.*, 2023).

*Nouvelles contraintes
sur les enquêtes par téléphone*

Un autre mode clé de l'administration des enquêtes a longtemps été l'enquête par téléphone, qui avait l'avantage de proposer des coûts réduits par rapport aux enquêtes en face-à-face. Par ailleurs, les instituts de sondage français avaient développé de longue date des bases de sondage reposant sur des annuaires téléphoniques extensifs offrant de larges perspectives d'enquête échantillonnée par la méthode des quotas⁶. Néanmoins, la baisse du nombre de lignes téléphoniques fixes et l'accroissement de la proportion d'utilisateurs disposant seulement d'un téléphone portable a conduit à de profondes mutations du marché et des techniques de l'enquête par téléphone. La dégradation régulière des taux de contact et des taux de réponse des enquêtés a fait croître les coûts d'administration des enquêtes par téléphone, qu'il s'agisse de téléphones fixes ou mobiles. Les taux de contacts et les durées de passation des enquêtes auprès des utilisateurs de téléphones mobiles sont particulièrement dégradés, tandis que la démographie des détenteurs d'une ligne fixe s'éloigne tendanciellement de la population générale. En outre, les capacités techniques à produire une enquête à échantillon suffisant dans des enveloppes financières et des temporalités données se sont vues réduites. Dans ce contexte, il apparaît que l'enquête par téléphone fixe ou mobile constitue davantage une survivance qu'un mode prospectif satisfaisant d'obtention de réponses.

*Une dynamique de bascule
vers les enquêtes en ligne
dans tous les pays*

Comme nous l'avons évoqué, les effets des enquêtes en ligne sont particulièrement importants sur les coûts d'administration et de collecte des informations. Aussi, la bascule vers les enquêtes en ligne concerne-t-elle aujourd'hui la majorité des pays occidentaux dotés de grandes enquêtes de victimation, parmi lesquels on peut citer le Royaume-Uni, les Pays-Bas, les États-Unis et la France à compter de 2022. Néanmoins, les impacts du changement de mode d'administration de ces enquêtes restent relativement peu étudiés et mal compris. On

6 La méthode des quotas est une technique d'échantillonnage utilisée pour recueillir des données représentatives de la population étudiée. Elle diffère de l'échantillonnage aléatoire en ce qu'elle sélectionne délibérément des individus selon des caractéristiques spécifiques pour que l'échantillon

reflète certains aspects de la population générale. Cette méthode vise à assurer que l'échantillon représente correctement plusieurs caractéristiques clés de la population, telles que l'âge, le sexe, la profession, le niveau d'éducation, etc.

peut notamment s'interroger sur la façon dont le passage d'une enquête administrée par un enquêteur à une enquête auto-administrée modifie la structure des réponses à des questions sensibles. Nous nous attendons à ce que les enquêtes en ligne traduisent une hausse de la victimation déclarée sans que cette hausse relève forcément d'une évolution dans le temps du phénomène étudié mais, plus probablement, d'une modification du taux de déclaration de ces attentes en fonction de la présence ou de l'absence d'un enquêteur. Dans le cadre d'enquêtes auto-administrées (autrement dit, sans enquêteur pour administrer le questionnaire), les victimes et les personnes les plus préoccupées par les questions d'insécurité pourraient être plus motivées à répondre à des enquêtes portant sur ces sujets que les non-victimes et les personnes qui y sont peu sensibles (Noble, Jardin, 2024). Ceci dit, au-delà du coût ou plutôt comme corollaire du coût, les enquêtes de victimation en ligne ont un avantage considérable en matière de taille d'échantillon qu'il est possible de collecter. Ainsi, nous pouvons espérer atteindre entre 80 000 et 100 000 répondants pour une enquête nationale en ligne contre 15 à 20 000 pour des enquêtes de victimation en face-à-face, et ce, pour des coûts équivalents, voire moindres. La hausse de la taille des échantillons permettra une meilleure analyse du profil spécifique des victimes et des mécanismes de la victimation. Cela ouvre également la perspective d'une analyse territoriale plus poussée et plus fine, aujourd'hui seulement réalisable à partir d'un cumul de plusieurs vagues d'enquête (Jardin *et al.*, 2021).

Les particularités des enquêtes de victimation

Beaucoup de travaux ont porté de façon générique sur l'impact de ces mutations méthodologiques. Mais rares sont ceux portant spécifiquement sur les enquêtes de victimation. Or, ces enquêtes ont des caractéristiques très particulières qui leur confèrent une position spécifique dans l'espace du débat méthodologique portant sur la collecte d'informations auprès des citoyens.

Les enquêtes de victimation
portent sur des phénomènes rares

Le premier élément caractéristique des enquêtes de victimation est le fait qu'elles portent sur des phénomènes relativement rares. Ainsi, les victimes, notamment celles de violences physiques, ne constituent qu'une petite minorité de la population, de l'ordre de quelques pourcents. Une enquête administrée auprès

de 1 000 personnes pour un taux de victimation de 3 % nous renseigne seulement sur 30 victimes. Il est donc nécessaire de collecter des échantillons comportant au moins 10 à 15 000 personnes, soit 5 à 10 fois plus importants que dans les enquêtes sociales traditionnelles de référence comme l'*European Social Survey* ou les enquêtes nationales de grands pays industrialisés (Royaume Uni, États-Unis, Suède). Les enquêtes de victimation sont donc parmi les plus onéreuses. Et c'est pourquoi les collectes en ligne, en raison de leurs coûts avantageux par rapport aux autres modes de passation, retiennent tout particulièrement l'intérêt des décideurs politiques.

Toutefois, les enquêtes de victimation risquent de ne pas tirer le plein bénéfice du passage au mode d'administration en ligne en l'absence d'une compréhension de l'impact spécifique sur les déclarations à faible fréquence. Pour tenter d'appréhender cet effet, une équipe de l'INSEE a entrepris de réaliser une enquête en ligne et par questionnaire papier sur le thème de la victimation pour tester les effets du multimode (Razafindranovona *et al.*, 2015). L'objectif consistait à comparer les résultats de cette enquête expérimentale, intitulée *Vols, Violence et Sécurité* (VVS) avec ceux de l'enquête CVS réalisée, rappelons-le, en face-à-face. L'étude comparative a révélé d'importantes variations : les taux de victimation et de peur issus de VVS étaient systématiquement supérieurs à ceux de CVS. Une étude menée un an plus tôt par des chercheurs finlandais (Laaksonen, Heiskanen, 2014) conforte partiellement les résultats de l'INSEE. Toujours avec l'objectif de comprendre l'effet des modes de passation, ces chercheurs ont comparé les résultats de trois enquêtes. La première est administrée en face-à-face, la deuxième par téléphone et la troisième en ligne. Ce dernier mode de passation enregistre les taux de prévalence les plus importants pour les peurs, les vols, les cambriolages, les agressions physiques et les agressions sexuelles. Toutefois, les écarts constatés avec les autres modes d'administration varient fortement selon les atteintes. L'enquête en face-à-face affiche des taux de prévalence équivalents à ceux de l'enquête en ligne pour le harcèlement sexuel et les violences conjugales au cours des 12 derniers mois, et même des taux supérieurs pour les atteintes les plus anciennes (harcèlement sexuel et violences subis depuis l'âge de 15 ans). Enfin, Laaksonen et Heiskanen (2014) soulignent plusieurs variations importantes dans les résultats produits entre l'enquête par téléphone et l'enquête en face-à-face. En 2019, l'INSEE entreprend de réinterroger par téléphone et en ligne des répondants de l'enquête CVS de 2018. Les résultats révèlent une sur-déclaration systématique des victimations dans l'enquête en ligne, mais avec des biais plus importants pour les victimations de ménage que pour les victimations individuelles (Guedj *et al.*, 2022). Enfin, plus récemment, le SSM-SI a conduit une étude à partir des résultats de l'enquête *Genre et Sécurité* (GENESE) qui révèle le faible effet du mode

Les études menées à partir de l'enquête GENESE

En 2021, le SSM-SI expérimente le multimode avec l'enquête *Genre et Sécurité* (GENESE). Le protocole multimode consiste à administrer une enquête en mobilisant différents modes de collecte (en ligne, par téléphone et par questionnaire papier). Le dispositif de l'enquête est conçu pour comparer les réponses des enquêtés en ligne et par téléphone. Quarante jours après le lancement de l'enquête en ligne (période au cours de laquelle les répondants reçoivent une première invitation par courrier et en moyenne quatre relances, par courriel ou par SMS et par courrier), les enquêteurs tirent au sort 30 000 non-répondants. Ils obtiennent ainsi deux populations comparables :

- les répondants éligibles à la relance téléphonique mais non sélectionnés (qui répondent au questionnaire en ligne entre J40 et J70) ;
- les répondants éligibles et sélectionnés (pour qui le questionnaire est administré par téléphone entre J40 et J70).

Les résultats révèlent des taux de prévalence systématiquement supérieurs pour les variables d'opinions et de perceptions dans le cadre des enquêtes en ligne. En revanche, les taux de victimation sont comparables entre les deux modes (Guedj *et al.*, 2022). Ce dernier résultat est particulièrement surprenant dans la mesure où il contraste fortement avec ceux des études antérieures qui révèlent des taux de victimation systématiquement plus élevés dans les enquêtes en ligne.

Une explication pourrait tenir au protocole retenu par le SSM-SI pour comparer l'effet des modes : si, dans les enquêtes auto-administrées, l'effet motivationnel joue un rôle important, il est possible que les victimes de vol et d'agression aient massivement répondu au questionnaire dans les premières semaines de son administration (J0-J40). Lors du tirage au sort parmi les non-répondants à J40, le « réservoir de victimes » serait largement épuisé. Quant aux victimes restantes, elles sont manifestement moins motivées que les précédentes à s'exprimer sur ces sujets. Partant, l'effet des modes d'administration sur les réponses de cette population spécifique serait fortement atténué.

Autrement dit, nous faisons l'hypothèse que l'effet motivationnel – et donc l'effet des modes de collecte – dans les enquêtes auto-administrées est particulièrement fort durant les premières semaines d'administration. Pour vérifier cette hypothèse, il faudrait comparer les taux de victimation des répondants en ligne entre J0 et J40 et ceux des enquêtés en ligne ayant répondu entre J40 et J70. À notre connaissance, ce biais potentiel n'a pas été contrôlé par le SSM-SI.

d'administration sur les victimations. Mais le protocole retenu pour mesurer ces effets soulève certaines questions méthodologiques qui nous pousse à ne pas retenir ces travaux pour la revue de la littérature de cet article (voir encadré ci-dessus).

Ainsi, si le mode d'administration semble bien influencer sur les taux de prévalence, il n'existe pas un effet systématique de ce paramètre méthodologique sur la déclaration de victimation. On constate plutôt un effet différencié selon le type d'atteintes, qui pourrait être lié au caractère sensible de certaines d'entre elles.

L'importance du recueil des questions sensibles

Les enquêtes de victimation ont pour caractéristique complémentaire le caractère sensible des informations qu'elles collectent. Si l'on peut envisager que des enquêtes de marketing ou d'opinion générale s'adaptent relativement aisément au mode de passation en ligne, il n'est pas forcément évident qu'il en aille de même pour les enquêtes de victimation. L'explication avancée par Razafindranovona *et al.* (2015) pour justifier les différences de résultats obtenus dans les deux enquêtes VVS et CVS tient principalement à la thématique abordée. Pour les auteurs de l'étude, la sélection non contrôlée des répondants introduit d'immenses biais dans la déclaration des victimations. Là où le protocole face-à-face de l'enquête CVS parvient à convaincre une large part de la population à participer à l'enquête, y compris parmi les moins motivés à répondre (le taux de réponse atteint 70 %), le protocole auto-administré de la VVS échoue à persuader la grande majorité des enquêtés de remplir le questionnaire (seulement 32 % des enquêtés ont répondu à l'enquête). Dans ce dernier cas, l'intérêt pour la thématique traitée devient un facteur déterminant de la participation (Biemer, Lyberg, 2003; Shropshire *et al.*, 2009). Or, les plus motivés par ces questions – ceux que captent sans difficultés les protocoles auto-administrés – sont particulièrement sensibles au sentiment d'insécurité et sont sans doute plus victimes et plus préoccupés par les questions de sécurité que les répondants moins intéressés par ces sujets (Razafindranovona *et al.*, 2015). Si cet argument est peu contestable, on peut toutefois reprocher à ces auteurs de placer la CVS et son protocole d'enquête comme étalon unique de la mesure de l'insécurité et de la victimation. Si la présence d'un enquêteur peut encourager des enquêtés à répondre à un questionnaire, elle peut aussi inciter ces derniers à formuler les réponses qu'ils jugent les plus socialement désirables. Dans un article publié en 2005, Sutton et Farrall utilisent une échelle de mensonge (*lie scale*) pour évaluer le rôle de cet effet sur le niveau de peur

rapporté. Les auteurs observent une corrélation entre le faible niveau de peur exprimé et les variables de contrôle les plus biaisées socialement. L'étude montre également que les hommes sont plus enclins que les femmes à sous-déclarer le niveau d'inquiétude réellement ressenti. En outre, les auteurs montrent que lorsque les effets des réponses socialement désirables sont neutralisés, les hommes rapportent un niveau de peur plus élevé que celui des femmes (Sutton, Farrall, 2005). Dans ce cas précis, l'absence d'enquêteur pourrait encourager les hommes à déclarer plus facilement leur insécurité ressentie. Les enquêtes auto-administrées pourraient ainsi présenter des taux de peur masculine plus proches de la réalité que ceux enregistrés par les enquêtes en face-à-face.

Par ailleurs, le mode d'administration n'est pas le seul et unique paramètre à entrer en ligne de compte dans les variations constatées entre CVS et VVS. Les auteurs de l'étude ne donnent aucune information sur le format du questionnaire VVS, ni sur la façon dont cette enquête expérimentale est présentée aux répondants. Celle-ci a-t-elle été présentée comme une enquête de victimation ? Son nom – *Vols, Violence et Sécurité* – particulièrement évocateur et largement susceptible de renforcer l'effet motivationnel a-t-il été communiqué aux enquêtés ? Ces facteurs potentiels d'explication sont entièrement écartés de l'analyse des résultats.

L'approche adoptée dans cet article prend le contrepied de l'étude de Razafindranovona *et al.* (2015). D'abord, nous rejetons l'idée selon laquelle un mode d'administration particulier puisse être *a priori* meilleur ou mieux adapté que les autres pour mesurer l'insécurité et la victimation. Ensuite, nous écartons la possibilité d'identifier l'effet spécifique du mode d'administration sur les résultats d'une enquête. Autrement dit, nous admettons que plusieurs paramètres – dont les effets propres sont difficilement discernables – sont susceptibles d'intervenir dans les variations des résultats.

Ainsi, l'objectif de cet article vise-t-il à décrire précisément des similarités et différences entre les résultats des enquêtes existantes et à proposer un cadre permettant une analyse rigoureuse des transformations des dispositifs de mesure de la victimation en France et en Europe.

Présentation des quatre instruments comparés

Pour mieux comprendre les effets des différents paramètres d'une enquête sur la production de ses résultats, le présent article entend comparer quatre instruments. Le choix de ces différentes enquêtes tient à leurs caractéristiques respectives. La CVS était l'enquête de victimation nationale entre 2007 et 2021. Les deux enquêtes de 2019 et 2021 ont été retenues pour l'analyse en raison du recours à des modes d'administration différents. De son côté, l'enquête SPIP 2022 est la seule enquête en ligne. Elle a notamment été retenue en raison de la taille de son échantillon, plus petit que celui des enquêtes de victimation traditionnelle. Enfin, l'enquête SRCV constitue la seule clé d'appariement de séries temporelles. Elle est la seule enquête qui sera répliquée entre 2018 et 2022 en France. Elle présente par ailleurs un format particulier. Contrairement aux deux autres instruments, la SRCV n'est pas une enquête dédiée à l'insécurité et à la victimation : il s'agit d'une enquête généraliste comprenant un petit module – tiré de la CVS – consacré à ces questions^[7].

Les enquêtes et leurs modes d'administration

L'enquête SPIP et le Panel ELIPSS

Le projet d'enquête *Sociologie Politique de l'Insécurité durant les Élections Présidentielles de 2022* (SPIP) a été déposé en juillet 2021 et accepté par le comité scientifique et technique du Panel ELIPSS en septembre de la même année. Il proposait d'étudier la relation entre l'insécurité (vécue et perçue) et les comportements politiques durant la période des élections présidentielles françaises de 2022. Cette enquête repose sur un questionnaire *sui generis* qui combine un grand nombre d'indicateurs tirés d'enquêtes anglo-saxonnes et françaises, dont certains sont extraits de la CVS. La première enquête SPIP a été administrée entre le 11 novembre et le 16 décembre 2021 dans le cadre du dispositif ELIPSS.

Le Panel ELIPSS (Étude Longitudinale par Internet pour les Sciences Sociales) est un dispositif d'enquêtes par Internet destiné à la communauté scientifique. Au 1^{er} février 2021, il repose sur un échantillon de

7 Depuis l'administration de l'enquête VRS en 2022, ce module a été retiré de l'enquête SRCV.

2200 personnes représentatives de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

L'ensemble de l'échantillon ELIPSS est invité à participer chaque mois à une nouvelle enquête, avec une durée moyenne d'exploitation de terrain de 4 à 5 semaines. Cette invitation est envoyée par courriel et sous la forme d'un lien à cliquer ; il est ainsi possible de compléter le questionnaire via le support numérique de son choix (ordinateur, tablette, smartphone). Un protocole de relance par courriel et par téléphone est défini pour chaque terrain. En moyenne, le taux de réponse à chaque enquête est de l'ordre de 75 %, avec des variations possibles liées tout autant au moment de l'enquête qu'au contenu du questionnaire. On peut noter que la participation est également encouragée par l'attribution régulière et non conditionnelle de gratifications matérielles aux panélistes, la plupart du temps sous la forme de bons-cadeaux. La durée optimale d'un questionnaire mensuel est de 20 minutes et n'excède jamais 30 minutes.

Une fois par an, une Enquête annuelle est administrée à l'échantillon afin de collecter des informations précises sur le profil sociodémographique des répondants, leur situation familiale, leur logement et plusieurs autres grands indicateurs classiques des sciences sociales. Ces données de l'Enquête annuelle permettent un suivi longitudinal de l'échantillon, et une majorité de ces variables (parfois recodées) sont systématiquement appariées aux autres enquêtes produites dans l'année.

L'enquête CVS

Avant d'être définitivement arrêtée, l'enquête *Cadre de Vie et Sécurité* a été très fortement perturbée par la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Les deux premiers confinements ont rendu impossible l'administration de l'enquête en 2020, les contraintes de distanciation et de déplacement empêchant la réalisation d'enquêtes en face-à-face. Le prolongement de l'épidémie l'année suivante a obligé l'INSEE à changer le mode de passation sous peine de devoir annuler à nouveau l'enquête en 2021. Pour maintenir le dispositif, la décision a été prise de conduire l'enquête par téléphone et de faire appel à un sous-traitant privé : elle a été réalisée entre le 19 avril et le 26 juin 2021 auprès de 8 600 ménages, sur un échantillon plus petit qu'à l'accoutumé. Quant à la constitution de l'échantillon, il est toujours tiré aléatoirement dans le recensement et couvre l'ensemble du territoire métropolitain.

L'enquête *Statistiques sur les Ressources et Conditions de Vie* est réalisée tous les ans depuis 2017 par l'INSEE. Elle correspond à la partie française de l'enquête sur la pauvreté menée dans l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne. Outre des questions sur la situation financière, l'emploi, les revenus, le bien-être et la santé, l'enquête intègre depuis 2018 un module de questions sur l'insécurité et la victimation, tirés de l'enquête CVS. Elle est réalisée chaque année auprès de 23 000 ménages représentatifs de la population française métropolitaine et d'outre-mer. À l'instar de la CVS, l'échantillon de foyers est tiré aléatoirement dans le recensement. Mais contrairement à celle-ci, l'enquête SRCV est longitudinale : les mêmes enquêtés sont interrogés sur une période de quatre ans. Fait important dans le cadre de cet article, il s'agit, pour la période 2019-2022, de la seule enquête française menée sur la population générale à administrer en face-à-face des questions sur la victimation et l'insécurité.

Quelques différences
supplémentaires entre
les quatre enquêtes

En dehors des modes d'administration, les quatre enquêtes affichent deux autres spécificités susceptibles d'influencer leurs résultats respectifs.

La sélection des répondants

En premier lieu, les instruments étudiés mobilisent des dispositifs différents pour sélectionner les répondants. L'enquête CVS opère par échantillonnage des ménages. Un individu répond pour l'ensemble des habitants pour les volets qui concernent les victimations de ménage (vol de véhicules, cambriolages, dégradations du logement). Certaines victimations occupent une position incertaine, comme les débits frauduleux, qui sont collectés comme des victimations de ménage bien qu'il soit vraisemblable que les répondants ne déclarent que les faits dont ils ont été individuellement victimes. Un membre du ménage est tiré au sort par la méthode « anniversaire »^[8] (cet individu est dit KISH) et lui seul répond pour l'ensemble du foyer concernant les

8 La méthode « anniversaire » consiste à sélectionner le membre du ménage dont la date d'anniversaire révolue est la plus

proche de la date de l'administration de l'enquête.

victimations de ménage et pour les atteintes dont il est l'objet concernant les victimations individuelles. Les collectes sur toute une série d'atteintes sont effectuées par un proxy^[9].

A contrario, le dispositif SRCV enquête auprès de l'ensemble des membres du ménage, en décomptant pour chacun les victimations de ménage et les victimations individuelles. Ce décompte européen amène à des mesures légèrement différentes. Lorsque l'on dénombre les victimes de cambriolage, on peut souhaiter mesurer le taux de ménages victimes mais aussi la part de la population concernée, sans qu'une mesure soit *a priori* préférable.

Dans le cadre de l'enquête SPIP, l'échantillonnage porte sur des individus issus d'un panel. Ici, les victimes de ménage et individuelles sont collectées dans un même module de questions. On interroge les individus sur le fait qu'à titre individuel, ils ont été victimes de vol de voiture, de cambriolage, etc. Les enquêtés ne sont pas amenés à répondre explicitement concernant un vol de voiture subi par un autre membre du ménage qui serait, par exemple, détenteur d'un véhicule en propre. Enfin, rappelons que les enquêtes en ligne telles que SPIP se caractérisent par leur nature auto-administrée. Aucun enquêteur n'intervient dans le déroulement de la collecte des données, ce qui peut faciliter la déclaration de certaines atteintes, mais peut aussi introduire le risque d'une mauvaise compréhension des questions ou d'une confusion dans les modules de collecte de la part de l'enquêté.

La forme du questionnaire

Au cours des cinquante dernières années, les travaux académiques ont porté un grand intérêt à la construction des indicateurs (Hough, Maxfield, 2007); l'amélioration de la qualité de ces derniers est largement due aux avancées conceptuelles réalisées sur la même période (Farrall *et al.*, 2009; Hale, 1996; Noble, 2019, 2023). En revanche, peu d'études se sont intéressées aux effets que pourrait introduire la présentation générale des enquêtes sur les résultats produits. Pourtant, ce paramètre semble influencer sensiblement sur la décision de certains enquêtés de rapporter ou non une atteinte. En confrontant les résultats des enquêtes de victimation nationales avec ceux des enquêtes de santé publique (Baromètre Santé, ESCAPAD et

9 Terme statistique. Il s'agit d'une variable dont nous savons qu'elle est directement liée au concept que nous souhaitons mesurer. La variable « proxy » procure une

mesure indirecte permettant de s'approcher au maximum de la mesure de la variable d'intérêt.

Événement de Vie et Santé), Zauberman *et al.* (2013) constatent des différences significatives entre ces deux familles d'instruments dans les prévalences des violences physiques pour les populations les plus jeunes. Si les enquêtes de victimation mettent en exergue une sur-victimation des moins de 25 ans, les enquêtes de santé publique affichent, pour la même classe d'âge, des taux de prévalence deux fois plus élevés. Pour expliquer ces variations, les chercheurs avancent deux explications : la première tient à la formulation des questions. Les enquêtes de santé publique adoptent une formulation plus concrète : au lieu de parler « d'agression », comme le font les enquêtes de victimation, elles préfèrent les termes « frappé », « giflé » ou encore « blessé physiquement », qui pourraient avoir facilité la remémoration des atteintes subies. Toutefois, les auteurs privilégient la seconde explication portant sur la forme de l'enquête. Les populations les plus jeunes sont plus enclines à reconnaître des événements présentés comme des bagarres ou des altercations que des violences subies (Zauberman *et al.*, 2013).

Les enquêtes *Cadre de Vie et Sécurité* (CVS) et *Sociologie Politique de l'Insécurité durant les Élections Présidentielles de 2022* (SPIP) sélectionnées pour cette étude sont entièrement consacrées aux questions d'insécurité et de victimation. L'enquête CVS dispose de modules étendus permettant un recoupement et un contrôle des indicateurs. L'enquête SPIP porte plus généralement sur l'insécurité et reprend, dans une version condensée et restreinte, le principe d'organisation des enquêtes CVS. Le contrôle de cohérence y est possible mais à un degré de finesse moindre. En revanche, l'enquête *Statistiques sur les Ressources et Conditions de Vie* (SRCV) est présentée par l'INSEE comme une enquête sur la pauvreté. Elle mesure plus généralement les conditions de vie et ne possède que quelques indicateurs de victimation, sans module détaillant l'événement le plus récent d'une atteinte donnée. Il est donc plus difficile d'y contrôler l'intégrité et la cohérence des mesures effectuées.

Présentation des résultats

Pour mener à bien ce travail de comparaison, nous avons constitué une base de données combinant les quatre enquêtes présentées ci-dessus. Pour établir des structures comparables, nous avons retenu les variables communes aux quatre dispositifs. Celles-ci portent sur la préoccupation sécuritaire, les peurs au domicile et dans le quartier, les victimations de ménage et les victimations individuelles. Le mode d'interrogation de l'enquête SRCV amène à questionner tous les habitants d'un ménage sur les victimations qui concernent l'ensemble des occupants. Pour rapprocher cette enquête des

trois autres, on opère une sélection d'un seul répondant tiré au sort par ménage, simulant ainsi l'équivalent du tirage KISH réalisé par l'INSEE dans les enquêtes CVS (où seul un individu du ménage est interrogé pour les victimations collectives de l'ensemble des cohabitants).

L'analyse des différences et similarités, variable par variable

Pour étudier les différences structurelles principales entre les différentes enquêtes, on réalise une série de régressions logistiques, qui mesurent le score de chaque modalité de chaque variable dans chaque enquête. Les méthodes de régression sont souvent mobilisées pour leur capacité à produire des tests d'inférence, autrement dit, l'opportunité de conclure sur le caractère significatif ou non des différences statistiques observées dans les échantillons. Parfois, ces modèles sont également mobilisés pour proposer des analyses « toutes choses égales par ailleurs », reposant sur l'intégration de variables de contrôle dans les modèles pour isoler les effets dits spécifiques des variables explicatives au cœur des hypothèses testées. Dans le cadre de cet article, les analyses de régression sont utilisées pour mesurer les écarts de déclaration en matière d'insécurité et de victimation dans les quatre enquêtes que sont CVS 2019, CVS 2021, SPIP 2022 et SRCV 2020^[10].

On définit l'enquête CVS 2019 comme base de comparaison, en tant qu'enquête la plus ancienne parmi les instruments comparés, ce qui en fait le point de départ pour l'étude des dispositifs ultérieurs. Pour chaque modalité, on présente les « odds ratios »^[11] de l'écart entre les différentes enquêtes et la CVS 2019.

Le premier bloc de variables (tableau 1) concerne la **peur au domicile** codée en quatre modalités (souvent, parfois, rarement, jamais).

10 Ces quatre enquêtes ont toutes été administrées à différentes périodes. Les écarts déclaratifs sont donc susceptibles de traduire des évolutions réelles de l'insécurité et de la victimation dans le temps. On sait toutefois que ces phénomènes sont relativement stables, particulièrement sur de courtes périodes. En outre, notre objectif n'est pas de repérer des variations isolées mais des différences structurelles entre ces quatre enquêtes.

11 Un « odd ratio » (rapport de cotes) est une mesure statistique utilisée pour déterminer la force de l'association entre deux événements. Plus précisément, il compare les chances qu'un événement se produise

(le fait de déclarer une atteinte, une peur ou une préoccupation dans l'enquête CVS 2019) à celles qu'il ne se produise pas (le fait de ne pas déclarer une atteinte, une peur ou une préoccupation dans l'enquête CVS 2019), en fonction de la présence ou de l'absence d'une autre variable (enquête CVS 2021 ; enquête SPIP 2022 ; enquête SRCV 2020). Un odd ratio de 1 indique qu'il n'y a aucune association, un odd ratio supérieur à 1 indique une association positive (événement plus fréquent que dans l'enquête CVS 2019) tandis qu'un odd ratio inférieur à 1 indique une association négative (événement moins fréquent que dans l'enquête CVS 2019).

Tableau 1. Comparaison des niveaux de peur au domicile des répondants aux différentes enquêtes (régression logistique)

| Peur au domicile | Souvent | | Parfois | | Rarement | | Jamais | |
|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|
| | Odds ratios | Probabilité critique |
| Constante | 0,02 | *** | 0,07 | *** | 0,09 | *** | 4,94 | *** |
| CVS 2019 (référence) | — | | — | | — | | — | |
| CVS 2021 | 0,98 | | 0,99 | | 0,97 | | 1,02 | |
| SPIP 2022 | 0,99 | | 1,34 | ** | 7,09 | *** | 0,20 | *** |
| SRCV 2020 | 0,66 | *** | 0,65 | *** | 0,74 | *** | 0,22 | *** |
| Observations | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | |
| R ² Tjur | 0,001 | | 0,002 | | 0,057 | | 0,114 | |

Lecture: les répondants de l'enquête SPIP ont une probabilité 7,09 fois plus importante de sélectionner la variable «rarement» par rapport aux répondants de l'enquête CVS 2019.

Probabilité critique: * p<0,05; ** p<0,01; *** p<0,001.

On constate que l'enquête CVS 2021 présente des résultats presque parfaitement identiques à ceux de l'enquête CVS 2019. Le contexte des confinements a pu avoir une influence au cours du temps mais celle-ci est difficilement décelable, dans la mesure où elle peut être compensée par un effet éventuel du mode d'administration. Pour cet indicateur, comme pour plusieurs autres, la similitude presque parfaite entre les données brutes des enquêtes CVS 2019 et 2021 interpelle.

Les données de l'enquête SPIP 2022, comme nous nous y attendions pour une enquête en ligne, sont marquées par un niveau plus important de réponse «parfois», signalant une fréquence des peurs plus importante au domicile. On constate par ailleurs une forte surreprésentation des réponses «rarement» et une nette sous-représentation des réponses «jamais». Si l'on étudie l'insécurité au domicile de façon binarisée en comparant d'un côté les modalités «toujours» et «parfois» et de l'autre, les modalités «rarement» et «jamais», les différences entre CVS 2019 et SPIP 2022 sont presque inexistantes. Toutefois, en conservant la granularité complète de la question, on perçoit des différences très significatives dans le choix des modalités de réponse.

L'enquête SRCV 2020 se distingue quant à elle par un niveau plus faible de réponse sur tous les items, ce qui traduit la part plus importante des réponses manquantes sur cette variable, probablement en raison de la méthode d'administration auprès de l'ensemble des membres du ménage. Nous avons conservé les non-répondants pour altérer le moins

Tableau 2. Comparaison des niveaux de peur dans le quartier chez les répondants des différentes enquêtes (régression logistique)

| Peur dans le quartier | Souvent | | Parfois | | Rarement | | Jamais | |
|-----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|
| | Odds ratios | Probabilité critique |
| Constante | 0,02 | *** | 0,09 | *** | 0,11 | *** | 3,75 | *** |
| CVS 2019 (référence) | — | | — | | — | | — | |
| CVS 2021 | 1,54 | *** | 1,13 | * | 1,17 | ** | 0,81 | *** |
| SPIP 2022 | 0,87 | | 1,34 | *** | 6,48 | *** | 0,22 | *** |
| SRCV 2020 | 0,58 | *** | 0,55 | *** | 0,71 | *** | 0,27 | *** |
| Observations | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | |
| R ² Tjur | 0,003 | | 0,006 | | 0,052 | | 0,084 | |

Lecture: les répondants de l'enquête CVS 2021 ont une probabilité 1,54 fois plus importante de sélectionner la variable «souvent» par rapport aux répondants de l'enquête CVS 2019.

Probabilité critique: * p<0,05; ** p<0,01; *** p<0,001.

possible la représentativité de l'échantillon^[12]. La distribution en structure est donc très différente de celle de l'enquête SPIP: les réponses «jamais» sont nettement plus rares que dans la CVS 2019, mais les écarts sont plus faibles sur les autres items.

La **peur dans le quartier** fait l'objet de distorsions semblables (tableau 2). L'enquête CVS 2021 témoigne d'un niveau légèrement plus élevé que la CVS 2019, alors que l'enquête SPIP 2022 présente les mêmes effets qu'en matière de peur au domicile: on constate une surreprésentation de la réponse «rarement» et une sous-représentation de la réponse «jamais». Enfin, la SRCV continue à présenter des taux de réponses manquantes plus élevés et se caractérise par une nette sous-représentation de la réponse «jamais».

Le tableau 3 détaille les différences relatives aux **victimations de ménage**. En matière de cambriolage, SRCV 2020 et CVS 2021 présentent des niveaux inférieurs à CVS 2019, ce qui est cohérent avec les données administratives pointant un déclin des cambriolages de résidence principale dans le contexte de la crise sanitaire. Les vols de voiture sont mesurés à des niveaux très voisins dans les quatre enquêtes, sans différence significative. En revanche, les dégradations de logement sont

12 Sur cette question, des recherches néerlandaises ont montré l'importance des variations de prise en compte de la non-réponse (Beukenhorst *et al.*, 2014).

Tableau 3. Comparaison des prévalences des principales victimations de ménage selon les instruments

| Variables indépendantes | Cambriolage | | Vol de voiture | | Dégradation du logement | | Dégradation de voiture | |
|-------------------------|-------------|----------------------|----------------|----------------------|-------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| | Odds ratios | Probabilité critique | Odds ratios | Probabilité critique | Odds ratios | Probabilité critique | Odds ratios | Probabilité critique |
| Constante | 0,03 | *** | 0,01 | *** | 0,03 | *** | 0,06 | *** |
| CVS 2019 (référence) | — | | — | | — | | — | |
| CVS 2021 | 0,78 | ** | 0,91 | | 1,03 | | 0,76 | *** |
| SPIP 2022 | 1,53 | ** | 1,00 | | 1,37 | * | 2,72 | *** |
| SRCV 2020 | 0,44 | *** | 0,90 | | 0,72 | *** | 0,68 | *** |
| Observations | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | |
| R ^[2] Tjur | 0,003 | | 0,000 | | 0,001 | | 0,010 | |

Lecture : les répondants de l'enquête SPIP ont une probabilité 2,72 fois plus importante de déclarer une dégradation de voiture par rapport aux répondants de l'enquête CVS 2019.

Probabilité critique : * $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$.

surreprésentées dans SPIP 2022, et sous-représentées dans SRCV 2020^[13], alors qu'elles s'établissent au même niveau dans CVS 2019 et 2021. Enfin, les dégradations de voiture ressortent en baisse par rapport à CVS 2019 dans les enquêtes CVS 2021 et SRCV 2020, alors qu'elles se distinguent par un niveau plus élevé dans SPIP 2021.

Dans le dernier bloc de variables (tableau 4), nous étudions les **victimations individuelles** qui sont communes aux quatre enquêtes : les agressions physiques et les injures. À cela s'ajoute la mesure de la **préoccupation pour la sécurité**. Ces variables proviennent toutes des modules individuels dans l'enquête CVS. L'enquête CVS 2021 présente des niveaux identiques à la vague de 2019 en ce qui concerne les victimations mais traduit une progression de la préoccupation pour la sécurité (rappelons ici encore l'effet possible du mode d'administration par téléphone). L'enquête SPIP 2021 se distingue par une mesure d'un niveau

13 Pour les victimations, dans SRCV, la non-réponse est considérée comme une réponse négative lorsqu'on la rapporte à l'ensemble de l'échantillon. Cette décision de traitement a été retenue pour toutes les enquêtes, mais les profils d'administration (enquête auprès d'une personne de référence puis d'un individu aléatoire au sein d'un ménage ou enquête auprès de tous les membres d'un ménage) sont susceptibles

de modifier la structure des non-réponses, codées ici « non ». Par ailleurs, la comparaison des structures multivariées invite à traiter les données sans tenir compte des pondérations. Par souci de constance des traitements, nous n'utilisons ainsi aucune des variables de pondération des enquêtes, ce qui peut induire des différences entre les effets que nous identifions dans les fichiers bruts et les résultats publiés par l'INSEE.

Tableau 4. Comparaison des prévalences des victimations individuelles et de la préoccupation pour la sécurité dans les différentes enquêtes^[14]

| Variables indépendantes | Agression physique | | Injures | | Préoccupation pour la sécurité | |
|-------------------------|--------------------|----------------------|-------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Odds ratios | Probabilité critique | Odds ratios | Probabilité critique | Odds ratios | Probabilité critique |
| (Intercept) | 0,02 | *** | 0,12 | *** | 0,11 | *** |
| CVS 2019 (référence) | — | | — | | — | |
| CVS 2021 | 0,91 | | 0,94 | | 2,30 | *** |
| SPIP 2022 | 2,11 | *** | 3,21 | *** | 1,56 | *** |
| SRCV 2020 | 0,49 | *** | 0,62 | *** | 0,59 | *** |
| Observations | 33 120 | | 33 120 | | 33 120 | |
| R ² Tjur | 0,003 | | 0,021 | | 0,029 | |

Lecture: les répondants de l'enquête SPIP ont une probabilité 2,72 fois plus importante de déclarer une dégradation de voiture par rapport aux répondants de l'enquête CVS 2019.

Probabilité critique: * p<0,05; ** p<0,01; *** p<0,001.

plus élevé de victimation comme de préoccupation pour la sécurité. Enfin, *a contrario*, l'enquête SRCV 2020 présente des indicateurs significativement plus bas que la CVS 2019 pour l'ensemble des items.

En conclusion, les résultats de cette première analyse révèlent plusieurs types de différences. On constate d'abord des différences globales entre les enquêtes. De manière générale, les deux CVS présentent des résultats relativement proches malgré deux modes de passation différents. Les écarts sont plus importants entre les CVS et l'enquête SPIP d'une part et l'enquête SRCV d'autre part. Toutefois, ces différences varient sensiblement d'une variable à l'autre. Si la plupart des atteintes sont surreprésentées dans SPIP et sous-représentées dans SRCV, les vols de véhicules sont mesurés à des niveaux comparables dans les quatre enquêtes. De même, le niveau de préoccupation pour la délinquance est plus élevé dans CVS 2021 que dans SPIP 2022, alors que l'enquête de l'INSEE présente régulièrement des prévalences moins élevées sur les autres indicateurs. Précisons que le mode de passation ne peut expliquer à lui seul ces variations. Les résultats de l'enquête CVS 2019 et de l'enquête SRCV 2020 présentent des écarts systématiquement significatifs pour l'ensemble des variables (à l'exception du vol de voiture) alors même que ces deux enquêtes partagent le même mode d'administration en face-à-face.

14 Pour éviter de créer un tableau supplémentaire, nous avons volontairement placé la préoccupation pour la sécurité avec les victimations individuelles.

En résumé, les résultats montrent qu'il n'existe pas un effet systématique de l'instrument utilisé sur la déclaration des faits, des attitudes et des perceptions en matière d'insécurité, mais bien un effet différencié selon la composante de l'insécurité (peur, préoccupation, atteinte), et même selon le type d'atteinte (victimation de ménage, victimation individuelle).

L'analyse des différences
et similarités multivariées.
Une typologie des structures
de l'insécurité et de la victimation

La comparaison des taux de déclaration en matière d'insécurité et de victimation dans les quatre enquêtes est une étape nécessaire, mais non suffisante. La probabilité donnée qu'une atteinte soit rapportée dans tel instrument par rapport à tel autre ne dit rien de la structure des réponses de chaque instrument. Pour bien comprendre cette distinction – et l'importance de réaliser conjointement ces deux analyses –, prenons comme exemple le cas du cambriolage. Comparer nos quatre instruments d'enquêtes implique de confronter les différents taux de déclaration de cambriolage (ce qui constitue l'objectif de l'analyse précédente), mais aussi les caractéristiques de ces répondants en matière d'insécurité et de victimation. Autrement dit, nous cherchons désormais à répondre à la question suivante : indépendamment des scores de prévalence, les victimes de cambriolages des quatre enquêtes ont-elles le même rapport à la peur, à la préoccupation pour la sécurité et aux autres atteintes ? Pour le formuler plus simplement encore, on cherche à savoir si les victimes de cambriolage des quatre enquêtes ont des profils similaires en matière d'insécurité et de victimation. En termes plus académiques, notre objectif consiste à saisir comment l'espace de ces variables se déforme d'une enquête à l'autre, et quel compromis il est possible d'identifier en tant que structure stable commune à ces quatre instruments d'enquêtes.

Pour y parvenir, nous mobilisons l'analyse géométrique des données. Il s'agit d'une famille de méthodes statistiques qui consiste à mettre en évidence l'ensemble des relations qui existent entre chaque variable intégrée à l'analyse. Dans ce cas, les différentes variables d'intérêt ne sont plus *traitées séparément comme des variables dépendantes* isolées les unes des autres. Intégrées à l'analyse comme variables actives, elles sont au contraire *prises en compte toutes ensemble*. De cette façon, il devient possible d'étudier conjointement les différentes facettes du rapport à l'insécurité et à la victimation, alors que les régressions amènent à fragmenter ces différentes composantes. Autrement dit, ces

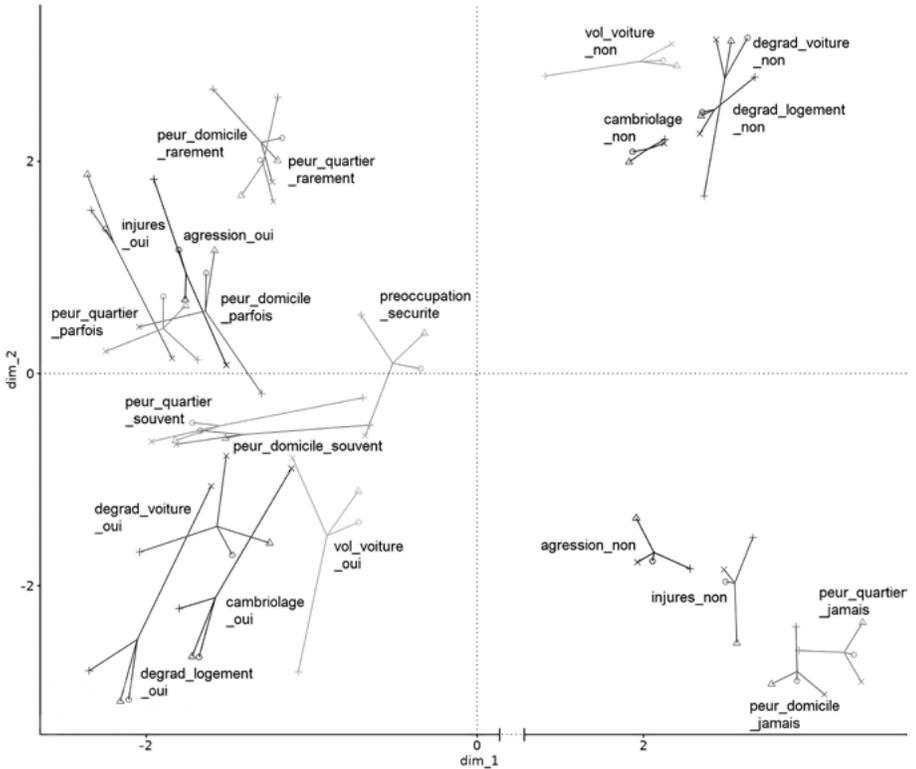
analyses complètent et approfondissent celles des modèles de régression en permettant d'étudier la structure des relations entre toutes les variables d'intérêt, et non seulement de comparer des scores.

Dans cette famille de méthodes, les approches les plus communes sont l'*Analyse en Composantes Principales* (ACP) pour les variables quantitatives et l'*Analyse des Correspondances Multiples* (ACM) pour les variables qualitatives. L'approche que nous adoptons ici est une extension de l'ACM nommée *Analyse Factorielle Multiple* (AFM). Cette méthode permet de séparer les variables par blocs thématiques. Contrairement à l'ACM, adaptée à l'analyse de données catégorielles simples (variables indépendantes les unes des autres), l'AFM est une méthode qui permet d'analyser des données structurées (groupes de variables). Pour rendre compte de la structure des résultats de chaque instrument d'enquête, nous avons regroupé - d'où l'usage de l'AFM - les variables des enquêtes CVS 2019, CVS 2021, SRCV 2020 et SPIP 2022 dans quatre blocs distincts.

Ces résultats sont rassemblés dans un espace commun nommé « compromis » de l'Analyse Factorielle Multiple. Pour bien saisir les déformations et les spécificités de chaque enquête, variable par variable, on superpose les cartes factorielles de l'AFM (catégorie désignée comme « individus partiels ») sur la carte du compromis. La figure 1 représente graphiquement le résultat de cette opération. Cette figure est composée de 21 variables. Chaque variable prend la forme d'une étoile à quatre branches, où chaque branche d'une étoile renvoie à une enquête particulière. Prenons l'exemple de la variable (ou étoile) « *agression_non* » située en bas à droite du graphique. La branche triangle (Δ) qui se dirige vers le haut du graphique est celle de l'enquête CVS 2021. Le triangle (Δ) marque l'emplacement, dans l'espace factoriel, de la variable « *agression_non* » selon l'enquête CVS 2021. Le cercle (o) désigne l'emplacement de cette variable selon l'enquête CVS 2019, la croix droite (+) l'emplacement de cette variable pour l'enquête SPIP 2021 et la croix oblique (\times) l'emplacement de cette même variable pour l'enquête SRCV 2020. Enfin, l'intersection des quatre droites (qui correspond au centre de gravité de l'étoile « *agression_non* ») marque l'emplacement du compromis d'AFM. En résumé, chaque variable (ou étoile) est ici représentée par cinq points : un point particulier pour chacune des enquêtes comparées et un cinquième qui correspond au compromis (c'est-à-dire au centre de gravité) des quatre précédents.

Appliqué à l'ensemble des variables, ce compromis dégage les structures communes à toutes les enquêtes. Autrement dit, il propose une synthèse des structures de CVS 2019, CVS 2021, SPIP et SRCV.

Figure 1. Présentation des individus partiels d'AFM pour la comparaison des enquêtes (extraction des scores factoriels des 5 premiers axes)



o: CVS 2019; Δ: CVS 2021; +: SPIP 2021; x: SRCV 2020. Le lien suivant donne accès à la figure en haute résolution: <https://doi.org/10.5281/zenodo.14179543>

Intéressons-nous d'abord au résultat de ce compromis; autrement dit, aux seuls centres de gravité des différentes «étoiles». Les résultats donnent à voir deux dimensions. Une première polarité s'établit entre les individus indemnes et les sécures (à droite sur le graphique) et les diverses victimes et apeurés (à gauche). La seconde dimension polarise les personnes jamais apeurées (en bas à droite) et les individus présentant occasionnellement des peurs (en haut à gauche). Les peurs paraissent ainsi clivées selon une structure singulière. En ce sens, le recodage le plus intuitif qui consiste à regrouper «souvent» et «parfois» peur d'un côté et «rarement» et «jamais» peur de l'autre ne correspond à aucune réalité dans la structure des données. C'est ici un des apports importants des méthodes d'AFM que de permettre d'identifier les césures dans la structure des réponses qui ne suivent pas toujours les attendus des concepteurs du questionnaire. Quant à la préoccupation pour la sécurité, elle se trouve proche de la position centrale et divise moins les groupes sociaux.

Concentrons-nous désormais sur les similarités et différences de chaque enquête avec le compromis d'ensemble. L'objectif est de comprendre, pour chaque victimation, chaque peur, et pour la préoccupation sécuritaire, la façon dont elles correspondent, enquête par enquête, avec les résultats d'ensemble de l'AFM. Autrement dit, on cherche à montrer dans quelle mesure chaque enquête présente un résultat déformé ou non par rapport à la moyenne de l'ensemble, tout en identifiant les variables responsables de ces déformations et en apportant une mesure de l'importance de l'écart à la référence moyenne.

La figure 1 montre que les quatre enquêtes sont globalement comparables et présentent des résultats réconciliables. On constate en effet que les branches d'une étoile (les positions des différentes enquêtes pour une même variable) et le centre de gravité de cette même étoile (compromis d'AFM pour cette variable) sont souvent concentrés dans la même région de l'espace factoriel. Ceci étant dit, les degrés de dispersion varient sensiblement selon les variables. La préoccupation à l'égard de la sécurité présente une certaine stabilité de la structure relative à cette attitude (au centre). Comme on peut le constater dans la figure 1, la dispersion est relativement faible entre les deux CVS et l'enquête SPIP. Elle est en revanche un peu plus importante pour l'enquête SRCV, qui situe cette variable dans une autre région du plan factoriel (en bas à gauche). Dans cette enquête, les personnes préoccupées par la sécurité sont ainsi plus fortement associées aux victimations de ménage que dans les trois autres instruments. La peur au domicile et la peur dans le quartier apparaissent également relativement homogènes, avec de faibles dispersions des indicateurs. C'est particulièrement le cas pour les variables « peur_jamais », « peur_rarement » et « peur_parfois » (en bas à droite et en haut à gauche). Par rapport aux trois autres instruments, l'enquête SPIP situe plus au centre la variable « peur_souvent » et l'associe ainsi plus fortement à la préoccupation sécuritaire. Enfin, si les victimes individuelles présentent des profils relativement stables, on observe en revanche davantage de dispersion pour les victimations de ménage (cambriolages et atteintes aux véhicules). Ces atteintes, situées dans le quadrant en bas à gauche, sont l'objet d'une forte dispersion et marquent une divergence de la géométrie entre enquêtes. Les valeurs des compromis calculés pour les vols de voitures, les cambriolages et les dégradations du logement sont donc plus fragiles. Le cas du vol de voiture est particulièrement intéressant. Si les taux de prévalence sont similaires dans les quatre enquêtes (tableau 3), la structure des rapports à l'insécurité et à la victimation divergent sensiblement. Les deux enquêtes CVS associent moins fortement cette victimation aux cambriolages et aux dégradations du logement que ne le font les enquêtes SPIP et SRCV. En outre, la SRCV associe fortement le vol de voiture à la peur, là où SPIP dissocie plus nettement ces différentes composantes de l'insécurité. Ainsi, ce résultat

nuance celui des analyses de régression. Si, pour les atteintes aux biens, les différences observées dans les modèles logistiques étaient minimales, les analyses géométriques multivariées, plus fines, mettent en évidence des distinctions perceptibles.

Conclusion.

Utilisation future du compromis des cartes factorielles

Les trois dernières années marquent une nouvelle rupture importante dans les enquêtes nationales de victimation. Le dispositif CVS est arrêté en 2021 après avoir été fortement perturbé lors de la crise sanitaire. Le *Service statistique ministériel de la Sécurité Intérieure* (SSM-SI) réalise à partir de 2023 une nouvelle enquête dont le questionnaire et les modes d'administration sont très différents de l'instrument précédent, brisant ainsi pour la deuxième fois la continuité des séries statistiques^[15]. Face à cette déstabilisation des séries temporelles relatives à l'insécurité, cet article cherche à comparer les principaux dispositifs d'enquêtes d'ampleur nationale disponibles en France à ce jour. Quatre instruments ont été retenus pour cette analyse : les deux dernières CVS respectivement administrées en 2019 et 2021, l'enquête SPIP de 2022 et l'enquête SRCV 2020. L'objectif de cette comparaison est de mettre en évidence les similarités et la stabilité des structures des configurations de peurs, victimations et préoccupations communes à l'ensemble des dispositifs.

Une première analyse, visant à comparer les taux de prévalence, révèle de nombreuses différences entre les enquêtes. De manière générale, l'enquête SPIP administrée en ligne enregistre des taux de victimation (individuelles et de ménage) plus élevés que les autres enquêtes. Ce résultat corrobore les conclusions de l'étude de Razafindranovona *et al.* (2015) comparant les taux de prévalence dans l'enquête *Vols, Violences et Sécurité* auto-administrée et l'enquête *Cadre de Vie et Sécurité* administrée en face-à-face. *A contrario*, l'enquête SRCV présente en moyenne des taux de prévalence moins élevés que dans les enquêtes CVS et SPIP. Pour autant, ces différences ne sont pas homogènes. Les écarts constatés entre les enquêtes varient fortement d'une atteinte à l'autre, comme le notaient déjà Laaksonen et Heiskanen (2014) dans une étude sur les effets des modes de passation. Il apparaît donc impossible d'isoler ce que serait un pur effet de mode dérivé des évolutions des techniques d'administration et notamment du passage aux enquêtes en ligne. Les résultats

15 La première rupture ayant eu lieu en 2007, au moment de la transition entre les EPCV et la CVS.

de l'enquête CVS 2019 et de l'enquête SRCV présentent des écarts systématiquement significatifs pour l'ensemble des variables (à l'exception du vol de voiture) alors même que ces deux enquêtes partagent le même mode d'administration en face-à-face. Ces influences du mode d'administration – bien réelles par ailleurs – sont couplées à des logiques d'échantillonnage et des principes de construction des questionnaires variant de façon conjointe et dont les effets propres sont très difficilement discernables.

Pour mieux saisir les distorsions significatives et non linéaires existantes entre les enquêtes, une seconde analyse est réalisée. Notre démarche vise ici à poser les premières bases d'une comparaison systématique des structures multivariées, mesurées à partir d'indicateurs comparables. Nous espérons en cela contribuer au développement de cartes de compromis inter-instruments permettant de faciliter la comparaison et la sérialisation d'enquêtes de nature différentes utilisant des méthodologies d'administration et d'échantillonnage variées. La construction de cette synthèse repose sur l'hypothèse selon laquelle il n'existe pas de dispositifs d'enquête *a priori* meilleurs que les autres pour mesurer l'insécurité et la victimation. Cette synthèse se construit au contraire à partir des différences et des similarités des quatre instruments intégrés à l'analyse. Concernant les résultats, au plan géométrique, la comparaison des structures des variables dégagées par les enquêtes ne se résume pas à une translation ou à une transformation linéaire mais à une déformation préservant néanmoins une certaine stabilité topologique. On constate une similarité dans l'organisation des principaux groupes de variables. Les oppositions fondamentales entre les principaux blocs de répondants sont conservées, séparant notamment les victimes et les non-victimes; les insécures et les non insécures sur le premier axe, les non insécures et les rarement insécures sur le second. Toutefois, les dispersions varient sensiblement d'une variable à l'autre: si les peurs, les préoccupations et, dans une moindre mesure, les victimations individuelles sont relativement homogènes, les victimations de ménage sont le principal vecteur de distorsion entre les enquêtes. Il en résulte, pour ces variables, une diminution de la fiabilité des valeurs des compromis.

La démarche proposée permet ainsi de documenter les différences et similarités entre les résultats obtenus via différents instruments et de calculer des compromis fins qui ouvrent la possibilité de sérialiser rigoureusement des données hétérogènes tout en apportant une meilleure compréhension des effets de mode, de questionnaire et de sélection des répondants sur le recueil des peurs, de la préoccupation pour la sécurité et des victimations.

Bibliographie

- AGRA C., QUEIROS C., 2007, Research on fear of crime in Portugal, Communication à FP6 Coordinated Action CRIMPREV, Workpackage 4 Perceptions of crime and insecurity. Workshop on the role of social and cultural transformation in constructing contemporary insecurities, Esslingen, 02/06, [en ligne] <https://essl.leeds.ac.uk/law/dir-record/research-projects/734/assessing-deviance-crime-and-prevention-crimprev>.
- BEUKENHORST D., BUELENS B., ENGELN F., LAAN J., MEERTENS V., SCHOUTEN B., 2014, *The impact of Survey item characteristics on mode-specific measurement bias in the Crime Victimization Survey*, Statistics Netherlands, The Hague, Discussion Paper 2014-16, [en ligne] <https://www.cbs.nl/-/media/imported/documents/2014/23/2014-16-x10-pub.pdf?la=nl-nl>.
- BIDERMAN A., JOHNSON L., MCINTYRE J., WEIR A., 1967, Report on a pilot study in the District of Columbia on victimization and attitudes toward law enforcement, *President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Field Surveys I*, Washington, DC, US Government Printing Office.
- BIEMER P., LYBERG L., 2003, *Introduction to survey quality*, New-York, Wiley.
- CASTELBAJAC M. de, 2014, *Enquête sur des enquêtes. Les enquêtes de victimation et la connaissance du crime*, thèse de doctorat en sociologie sous la direction de ROBERT Ph., Guyancourt, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ).
- COLLINS R., 2016, Addressing the inconsistencies in fear of crime research: A meta-analytic review, *Journal of Criminal Justice*, 47, 21-31.
- DABET G., MAZARI Z., OUJIA I., 2023, *L'effet de mode dans les enquêtes multimodes (internet/téléphone)*, Marseille, Céreq, Céreq Études n° 45 (<https://www.cereq.fr/leffet-de-mode-dans-les-enquetes-multimodes-internettelephone>).
- ENNIS P., 1967, Criminal victimization in the United States: A report of a national survey, *President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*, Washington DC, US Government Printing Office.
- FARRALL S., JACKSON J., GRAY E., 2009, *Social order and the fear of crime in contemporary times*, New York, Oxford University Press.
- GUEDJ H., RAZAFINDRANOVONA T., ZILLONIS S., 2022, Une enquête multimode annuelle pour mesurer la victimation en France à compter de 2022 : chronique d'une refonte en 4 actes, *Statéco*, 116, 53-65.
- HALE C., 1996, Fear of crime: A review of the literature, *International Review of Victimology*, 4, 2, 79-150.
- HOUGH M., MAXFIELD M., 2007, *Surveying crime in the 21st century. Commemorating the 25th anniversary of the British Crime Survey*, Monsey, NY, Criminal Justice Press, Crime Prevention Studies Volume 22.
- HOUGH M., 2008, Recherches sur la victimation et l'insécurité en Grande-Bretagne, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 67-87.
- JARDIN A., PRÉTECEILLE E., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2021, Territoires et insécurité en Île-de-France, *Déviance et Société*, 45, 2, 319-355.
- LAAKSONEN S., HEISKANEN M., 2014, Comparison of three modes for a crime victimization survey, *Journal of Survey Statistics and Methodology*, 2, 4, 459-483.
- MICELI L., NEVANEN S., ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2009, De l'instantané au long métrage. L'enquête Cadre de Vie et Sécurité dans la série des données sur la victimation, *Économie et Statistiques*, 426, 3-28.
- NOBLE J., 2016, L'insécurité personnelle et ses variations : pour une analyse dispositionnelle, *Déviance et Société*, 40, 3, 251-272.
- NOBLE J., 2019, *Comprendre l'insécurité personnelle. Le sentiment d'insécurité des jeunes dans les transports franciliens*, Genève, Georg Médecine & Hygiène, Collection « Déviance et Société ».
- NOBLE J., 2023, Ways of perceiving safety: From interpretative registers to mechanisms of interpretations, *Deviant Behaviors*, 44, 11, 1625-1649.

- NOBLE J., JARDIN A., 2024, Mapping fear of crime: defining methodological orientations, *Quality & Quantity*, 58, 1881-1899.
- OBERGFELL-FUCHS J., 2008, Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en Allemagne, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 105-126.
- PAUWELS L., PLEYSIER S., 2008, Victimes de délinquance et insécurité: les enquêtes en Belgique et aux Pays-Bas, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 41-66.
- RAZAFINDRANOVONA T., DIETSCH B., BURRICAND C., PERETTI. de G., 2015, Le multimode pour mesurer la victimation: est-on dans la zone de sécurité?, Intervention à l'Institut national d'études démographiques (Ined), Service enquêtes et sondages, séance du 11 mai 2015.
- RECASENS I BRUNET A., 2008, Les enquêtes de victimation en péninsule ibérique, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 147-164.
- REISS A., 1967, Studies in crime and law enforcement in major metropolitan areas, *President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*, Washington DC, US Government Printing Office.
- ROBERT Ph., 2008, Enquêtes françaises sur la victimation et l'insécurité, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 89-104.
- ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2011, *Mesurer la délinquance*, Paris, SciencesPo Les Presses, La bibliothèque du citoyen.
- ROBERT Ph., ZAUBERMAN R., 2017, *Du sentiment d'insécurité à l'État sécuritaire*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- SACCHINI G., SELMINI R., 2008, La recherche sur la victimation et l'insécurité en Italie, in ZAUBERMAN R. (dir.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 127-146.
- SHROPSHIRE K., HAWDON J., WHITE J., 2009, Web survey design. Balancing measurement, response, and topical interest, *Sociological Methods & Research*, 37, 3, 344-370.
- SUTTON R., FARRALL S., 2005, Gender, Socially Desirable Responding and the Fear of Crime. Are Women Really More Anxious about Crime?, *British Journal of Criminology*, 45, 2, 212-224.
- ZAUBERMAN R., ROBERT Ph., 1995, *Du côté des victimes. Un autre regard sur la délinquance*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, série Déviance.
- ZAUBERMAN R., 2008, *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales.
- ZAUBERMAN R., ROBERT Ph., BECK F., NÉVANEN S., 2013, Mesurer l'implication des jeunes dans la violence, *Déviance et Société*, 37, 1, 89-115.

FR – Les enquêtes de victimation constituent le principal moyen d'étudier le volume et l'évolution de la délinquance. Mais, en France, l'étude de la victimation s'est trouvée perturbée par la suppression de l'enquête INSEE CVS en 2022. Pour préserver l'observation des tendances sur le long terme, cet article propose une comparaison systématique des principaux dispositifs d'enquêtes d'ampleur nationale et de leurs résultats pour la période 2019-2022. À partir de méthodes factorielles et d'analyses de régression, il met en évidence les spécificités de chaque instrument et les similarités qui se dégagent d'une analyse de la structure des réponses. La carte factorielle construite enrichit notre connaissance des enquêtes de victimation et ouvre de nouvelles perspectives pour la reconstitution de séries temporelles composites mêlant plusieurs enquêtes.

ENQUÊTE DE VICTIMATION – SENTIMENT D'INSÉCURITÉ – VICTIMATION – CARTES FACTORIELLES – COMPROMIS D'AFM (ANALYSE FACTORIELLE MULTIPLE)

EN – *Investigating fear of crime and victimization: A systematic comparison of the major French surveys* – Victimization surveys constitute the main means of studying the volume and trends in crime. However, in France, the study of victimization was disrupted by the cessation of the INSEE CVS survey in 2022. To preserve the observation of long-term trends, this article provides a systematic comparison of the main national surveys and their results, covering the period from 2019 to 2022. Using factorial methods and regression analyses, it highlights the specificities produced by each instrument and the similarities that emerge from an analysis of the structure of responses. The constructed factorial map enhances our understanding of victimization surveys and opens up new perspectives for the reconstruction of a composite time series combining multiple surveys.

VICTIMIZATION SURVEY – FEAR OF CRIME – VICTIMIZATION – FACTORIAL MAPS – COMPROMISES OF MFA (MULTIPLE FACTOR ANALYSIS)

DE – *Untersuchung von Unsicherheit und Viktimisierung: ein systematischer Vergleich der bedeutendsten französischen Instrumente* – Viktimisierungsbefragungen stellen das wichtigste Mittel zur Untersuchung des Umfangs und der Entwicklung von Kriminalität dar. Aber in Frankreich wurde die Untersuchung der Viktimisierung durch den Wegfall der INSEE CVS im Jahr 2022 unterbrochen. Um die Beobachtung langfristiger Tendenzen zu gewährleisten, schlägt dieser Artikel einen systematischen Vergleich der wichtigsten nationalen Erhebungsinstrumente und ihrer Ergebnisse für den Zeitraum 2019-2022 vor. Mithilfe faktorieller Methoden und Regressionsanalysen werden die Spezifitäten jedes Instruments und die Ähnlichkeiten hervorgehoben, die sich aus einer Analyse der Struktur der Antworten ergeben. Die erstellte Faktorenkorrelationskarte erweitert unser Wissen über Viktimisierungsbefragungen und eröffnet neue Perspektiven für die Rekonstruktion zusammengesetzter Zeitreihen, welche mehrere Studien zusammenführen.

VIKTIMISIERUNGSBEFRAGUNG – UNSICHERHEITSERLEBEN – VIKTIMISIERUNG – FAKTORENKORRELATIONSKARTE – MULTIPLE FAKTORANALYSE (MFA)

ES – *Investigar sobre la inseguridad y la victimización: una comparación sistemática de los principales instrumentos franceses* – Las encuestas de victimización constituyen la principal herramienta para estudiar el volumen y la evolución de la delincuencia. Sin embargo, el estudio de la victimización en Francia se vio alterado por la eliminación de la encuesta INSEE CVS en 2022. Para mantener la observación de las tendencias a largo plazo, este artículo propone una comparación sistemática de los principales dispositivos nacionales de encuestas y sus resultados entre 2019 y 2022. A partir de métodos factoriales y análisis de regresión, se destacan las especificidades de cada instrumento y las similitudes que emergen de un análisis de la estructura de las respuestas. El mapa factorial construido enriquece el conocimiento sobre las encuestas de victimización y abre nuevas perspectivas para la reconstrucción de series temporales compuestas que combinan varias encuestas.

ENCUESTA DE VICTIMIZACIÓN – SENTIMIENTO DE INSEGURIDAD – VICTIMIZACIÓN – MAPAS FACTORIALES – COMPROMISOS DE AFM (ANÁLISIS FACTORIAL MÚLTIPLE)